

Questions diverses déposées pour le CSA académique du 10/02/2025

1. Précisions sur les moyens de la rentrée 2026 et leur ventilation

1a. Moyens des UPE2A. L'accueil et l'intégration des élèves allophones dans de bonnes conditions, sur des volumes horaires et des durées suffisantes est un enjeu majeur de société et de service public.

Quels sont les moyens alloués aux UPE2A et sur quelles bases sont-ils calculés ? Les dispositions diffèrent-elles d'un département à l'autre ?

Une question connexe : *quelles précautions sont prises dans le cadre de la collecte des données relatives à ses élèves et leurs familles ?*

1b. Moyens des collèges, notamment relevant du plan « 800 collèges en progrès », dont 108 dans notre académie

A la lumière des documents parvenus pour les CSA SD, il apparaît que ces collèges ou certains d'entre eux se voient retirer les marges IPS, ce qui aboutit à une dégradation du ratio entre les heures d'enseignement et le nombre d'élèves, jusqu'à des DHG en baisse avec des effectifs en hausse.

Des moyens vont-ils être fléchés en conséquence ?

Le seuil des moyens par division est-il fixé de façon identique pour tous les EPLE (en et hors éducation prioritaire) ?

1c. Moyens des lycées

A la lumière des moyens et des prévisions d'effectifs, quelles évolutions des taux de pression sur la voie pro (en 2^{nde}) et sur la voie techno (1^{ère}) sont anticipées ?

1d. Carte des formations en voie professionnelle

Des ouvertures ou pérennisations prévues dans la voie professionnelle lors du CSA RA de décembre 2025 ne se font plus d'après nos informations.

Comment et pourquoi la carte de formation de la voie professionnelle dans notre académie à la RS 26 évolue-t-elle par rapport à celle présentée en CSA de grande région académique ?

1e. Moyens de la formation continue

Compte-tenu de la réduction des ETP en ARA, comment seront préservés et soutenus les moyens de la formation continue notamment pour répondre aux forts besoins des priorités égalité filles-garçons et EVARS ?

Ces priorités nous tiennent à cœur et nous semblent devoir être soutenues activement au regard de la (re) montée de courants d'idées rétrogrades inquiétantes.

2. Heures dues à des personnels de la MLDS

Nous sommes interpellés par des personnels en MLDS dont la mise en paiement des heures supplémentaires n'est toujours pas intervenue. Il semble que le passage à une gestion sous Renoirh en soit la cause.

Pouvez-vous nous confirmer la levée prochaine de cette difficulté technique et la mise en paiement prochaine ? A quelle échéance ?

3. Protection des écoles et établissements mis en cause sur les réseaux sociaux

Les attaques contre les personnels, les écoles publiques, les EPLE publics sont de plus en plus fréquentes à travers les réseaux sociaux. Des contributeurs souvent anonymes se permettent de remettre en question le professionnalisme de toute une équipe.

Comment le rectorat et les DSDEN peuvent-ils apporter soutien à nos collègues, notamment aux directions d'école, souvent très occupées à gérer des problèmes internes à leur école ?

4. Dispositions de rupture conventionnelle dans notre académie

L'article 173 de la loi de finances pour 2026 modifie le code général de la fonction publique en pérennisant la rupture conventionnelle.

Quelles dispositions sont prévues ? Une circulaire de campagne académique est-elle prévue ? Une ligne budgétaire ?

5. Dispositif transitoire pour les personnels en poste dans les lycées anciennement éducation prioritaire

Les personnels concernés toucheront-ils bien l'indemnité prévue ? A quelle date ?